

Les défis du démantèlement : une réalité industrielle ?

Les leçons de la conférence

par Jacques LECLERCQ, *Président de JAL Consulting*

Le Palais des Papes est un lieu idéal pour l'organisation d'un "séminaire", pourrait-on dire, de grande ampleur, mais à taille humaine. Ce fut le cas pour cette réunion des 23 au 28 novembre remarquablement préparée et gérée par la SFEN sur le thème "les défis du démantèlement : une réalité industrielle ?". En bref, ce fut un grand succès, dont il faut féliciter les organisateurs, à la fois sur la forme, par la diversité et la qualité des participants, sur le fond enfin, toutes les questions relatives à cet important dossier ayant été abordées et traitées.

La forme, en premier lieu. Le cadre bien sûr, on l'a dit, s'y prête ; qu'il s'agisse des lieux même de la conférence où les réunions se tiennent dans une étrange salle longue et haute modernisée pour recevoir sur trois parois les projections des conférenciers, avec des sièges en gradins à dossiers de bois enveloppants ; qu'il s'agisse des lieux de l'exposition très complète, regroupant les réalisations et les projets des industriels et des prestataires ; qu'il s'agisse enfin du Grand Tinel, la salle de réception papale du quatorzième siècle, retenue pour le grand dîner du mardi soir.

Mais la forme, c'est aussi la qualité de la documentation et des présentations. A cet égard, le recueil des résumés et le catalogue des exposants, en français et en anglais, remis aux participants à l'ouverture des travaux est un exemple du genre ; les présentations et exposés, près de cinquante sur les trois jours, sont une mine d'informations qu'on sera heureux de retrouver, comme c'est prévu, sur support électronique.

Trois cent cinquante personnes ont suivi les travaux de la conférence organisée conjointement par l'AIEA, l'ENS, l'AEN/OCDE et la SFEN. L'on ne peut certes que regretter l'absence de la Russie et de la majorité des pays de l'Est de même que la relative faiblesse de la représentation américaine, mais dans l'ensemble la représentation internationale était forte (plus du quart des participants en provenance de quinze nations) ; tous les pays européens étaient là comme le Japon.

Pour la France, l'ensemble des acteurs concernés par cette activité étaient présents, les grands donneurs d'ordre CEA, COGEMA, EDF, les représentants de l'administration avec le directeur général-adjoint de la DGSNR, les prestataires et les industriels. S'agissant de ces derniers, on pouvait constater la diversité de l'offre d'AREVA avec ses diverses sociétés impliquées ; on voudrait également relever les accords présentés à cette occasion comme ceux qui commencent à se nouer, entre Spie Thematome et BNFL (au cas par cas) ou celui de RWE Nukem avec EIFFAGE et la division DTME du groupe ONET.

Sur le fond, les exposés regroupés en six thèmes couvraient de manière exhaustive tous les aspects : développement des stratégies et des programmes ; évolution des

réglementations ; amélioration des techniques et des procédés, retour d'expérience des opérations et des projets ; la gestion des déchets et l'acceptation du public ; les aspects économiques et financiers.

Il n'est bien sûr pas possible de rendre compte en détail de la richesse de ces informations ; nous reprendrons ici simplement quelques réflexions soulignées lors de la conférence introductive de Serge MASSART et de la Table Ronde clôturant les travaux qui nous semblent synthétiser les points forts de cette Conférence :

- Un grand pas a été fait depuis quelques années. À Avignon, il y a 5 ans, les questions étaient "Faut-il démanteler les réacteurs à l'arrêt ? que faire des déchets?". Des réponses ont été apportées à ces questions, non seulement en France, mais aussi partout en Europe, aux Etats-Unis et au Japon, même si tout n'est pas encore résolu. Il n'est plus possible de dire, comme l'a fait le représentant de Greenpeace, interrogé par les médias à l'occasion de la Conférence "Tout reste à faire, on attend de voir".

- La diversité des stratégies suivies ne semble pas soulever d'objection et le besoin d'harmoniser les réglementations et processus par le détail n'apparaît pas nécessaire. En revanche, tous les acteurs soulignent l'importance de la stabilité de la réglementation de manière à accroître la visibilité des opérations.

- Il n'y a pas de difficultés techniques majeures, mêmes si ce sont des activités à réelle technicité. Les problèmes à résoudre sont bien connus et relèvent de l'efficacité industrielle pour des programmes de long terme : gestion des projets ; équilibre clair des responsabilités entre les parties prenantes ; maîtrise des coûts et maintien des compétences. Sur ces points le retour d'expérience est important, de grands progrès ont été réalisés, mais il reste encore beaucoup à faire.

- Les challenges en matière de gestion des déchets sont clairement identifiés ; les réactions de l'opinion publique sont plutôt positives même si tout n'est pas résolu (déchets atypiques ; déchets à forte activité). Cela dit, les coûts sont importants, leur maîtrise reste un point central pour le futur d'une activité dont la réussite est ressentie à ce jour comme une contribution nécessaire au maintien de l'option nucléaire.

En guise de conclusion, nous reprendrons celle de Robert LALLEMENT, ancien directeur du CEA bien connu, lors de la Table Ronde animée par Anne Mc LACHLAN de Nucleonics Week "les industriels savent faire ; les grands donneurs d'ordre commencent à annoncer une vue globale des opérations, mais le grand marché n'est pas encore là, et c'est un peu difficile pour les industriels."